

9. Le comité recommande que le gouvernement fédéral étudie l'opportunité de protéger le marché canadien des pressions qu'exercent sur lui les exigences mondiales en assurant que les prix nationaux soient le reflet de l'offre et la demande nationales.

Ces deux recommandations dont je veux parler sont nécessairement liées entre elles et doivent être considérées ensemble, au cours de ce débat. Pendant toute cette discussion sur le prix des aliments, au comité comme dans tout le Canada, aucun aliment n'a retenu, selon moi, autant l'attention que la viande, celle du bœuf plus particulièrement. A cause de la position importante qu'elle occupe dans tout débat portant sur le prix des aliments, j'entends l'utiliser pour montrer combien il importe de mettre en application ces deux recommandations.

Jusqu'à il y a environ un mois, on avait tout lieu de dire que l'une des principales raisons de la pression actuelle qui s'exerçait sur les prix du bœuf en Amérique du Nord tenait au fait que les éleveurs de bovins avaient si bien réussi à produire du bœuf de haute qualité à prix modique que la demande avait tout à fait submergé l'offre et aussi parce que cette demande se fait maintenant sentir dans le monde entier. Regardons d'un peu plus près cette courbe demande-offre entre le Canada et les États-Unis.

D'abord, que nous le voulions ou non, il nous faut nous souvenir que le Canada est un importateur de bœuf et un exportateur de bovins d'embouche. Du premier janvier au 8 septembre 1973, le Canada a exporté aux États-Unis 111,000 bovins d'embouche et 12,600 bêtes engraisées sur pied. Au cours de la même période, en 1972, nous n'avions exporté que 4,460 bovins d'embouche et 6,000 bêtes engraisées. Nos exportations de bœuf et de veau, c'est-à-dire de bœuf abattu, aux États-Unis s'élevaient à environ 44 millions de livres pour cette même période au cours des deux années, de sorte qu'il n'y a aucun changement sur ce rapport.

Au cours de cette même période, nous avons importé 33,700 bêtes en 1973 comparativement à 32,300 l'an passé, soit une augmentation de près de 4 p. 100. Mais voici le fait significatif. Plus de 50 p. 100 de ces importations se sont produites au cours des trois dernières semaines. C'est-à-dire que 50 p. 100 du bétail qui arrive ici, vivant, à l'abattoir, est arrivé au cours des trois dernières semaines. De plus, le Canada a importé environ 105 millions de livres de bœuf de tous les pays au cours de cette même période, comparativement à 111 millions de livres en 1972.

La balance commerciale n'est décidément pas ici en notre faveur. Les éleveurs de bovins de boucherie ont récemment vu leurs prix fléchir sensiblement, et ils peuvent prévoir d'autres baisses. Ces mêmes éleveurs s'inquiètent actuellement du résultat des deux dernières mesures prises récemment par le gouvernement qui n'encouragent certes pas la production à long terme: je songe aux recommandations 8 et 9. La première concerne la façon dont le gouvernement a imposé des contrôles à l'exportation du bœuf. Je crois que la plupart des éleveurs consciencieux n'ont pas présenté d'objection sérieuse à la nécessité des contrôles, du moins pour un temps très court, mais ils se sont opposés énergiquement à la façon dont on les a appliqués, un lundi après-midi, le 13 août, quelques heures à peine avant le plus important arrivage de bétail de boucherie de toute la semaine.

Je suis sûr que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) sait que le mardi est la plus grosse journée de la semaine au Canada. Aussi tard que lundi, bon nombre de bêtes étaient déjà parties en direction du marché. A cela s'ajoute le fait que l'abattage moyen au Canada atteignait alors presque le record de 65,000 têtes. Ces contrôles auraient pu

### *Prix de l'alimentation*

être annoncés un vendredi après-midi pour donner aux expéditeurs de bétail un délai raisonnable d'ajustement. En outre, parce qu'on a mis un temps déraisonnable avant d'annoncer les détails des contrôles, une confusion indescriptible a régné chez les producteurs et dans les abattoirs. On n'en a appris les détails que plusieurs jours plus tard. A mon avis, ce n'est pas la façon d'encourager une plus grande production de denrées alimentaires.

La deuxième intervention du gouvernement fédéral est toute nouvelle encore, soit celle du commerce dit libre qui permet les importations en franchise par opposition aux droits d'exportation actuellement imposés par les États-Unis. La semaine dernière, 8,000 têtes de bétail sur pied sont entrées au Canada, presque toutes par le port de Sarnia-Port Huron, à un moment où les expéditions de bœuf par rail en provenance de l'Ouest canadien commençaient à peine d'arriver après la grève ferroviaire. Quel fut le résultat? Un affaissement des marchés de bovins engraisés, et il faut s'attendre à ce qu'il y en ait d'autres. Certains éleveurs du sud de l'Ontario sont tellement inquiets qu'ils pourraient très facilement entreprendre des manifestations pour protester contre ces importations des États-Unis. Le gouvernement devrait très certainement réimposer immédiatement les droits à l'importation du bœuf afin de redonner confiance à nos marchés canadiens de bovins.

● (2120)

**Des voix:** Bravo!

**M. Hargrave:** Il ne fait aucun doute que la confiance des éleveurs canadiens dans leur propre marché a été ébranlée au cours des quatre dernières semaines.

Afin de bien faire accepter ces recommandations, notre public consommateur doit comprendre pleinement comment les prix du bœuf sont déterminés. Premièrement, on ne les fixe pas en additionnant tous les coûts tels que les terres, les impôts, les provendes, la main-d'œuvre, les intérêts, et le reste, puis en ajoutant un pourcentage pour les bénéfices, en effectuant un rajustement pour la concurrence, et finalement en arrivant au prix du bœuf aujourd'hui. Ce n'est pas aussi simple que cela. Aujourd'hui, les biftecks à \$2 ou le bœuf haché à \$1.25 sont le résultat d'événements qui ont eu lieu il y a deux ans et trois mois quand l'éleveur a décidé de faire reproduire le bœuf que vous mangez aujourd'hui. Il faut ajouter une autre année à cet intervalle afin de couvrir une période additionnelle de planification, laquelle, je puis vous assurer, est certes nécessaire. Il y a trois ou quatre ans, les éleveurs de bovins ont décidé, de leur propre chef, de ne pas augmenter leurs troupeaux de reproduction suffisamment pour produire tout le bœuf nécessaire aujourd'hui. Ils ont agi ainsi parce qu'ils ne prévoyaient pas suffisamment de profits—they ont donc dirigé leur attention vers d'autres productions agricoles.

En ce qui concerne le bœuf de boucherie, notre objectif devrait au moins être l'autarcie au Canada. Pourquoi ne pas stimuler la confiance et les encouragements pour garder au pays ces 111,000 têtes de bétail d'embouche, les engraisser et exporter l'excédent s'il en est? L'une des façons d'atteindre cet objectif est d'élaborer le plus rapidement possible une nouvelle politique nationale des grains fourragers. Il est essentiel que cette nouvelle politique tienne bien compte de tous les aspects de notre industrie nationale des grains fourragers. Cette industrie touche quelque 800 millions de boisseaux soit 80 p. 100 de notre production globale de grains fourragers ce qui à mon avis est beaucoup plus considérable que notre production de